

**Devoir d'Alerte aux élus de la Nation:**

**FO appelle à la renationalisation de l'Énergie**

Le Secrétaire général de la fédération FO Énergie et Mines, Vincent HERNANDEZ, adresse ce jour un devoir d'alerte à l'ensemble des élus de la Nation, estimant nécessaire que ces derniers « sachent que le pays tout entier est menacé à courte échéance par les choix gouvernementaux ».

Cette lettre appuie sur le fait que les options gouvernementales vis-à-vis du secteur de l'énergie sont prises « à une période charnière très importante : dans un contexte mondial, où l'austérité ne semble pas faiblir, on décide de brader nos entreprises d'énergie, fleuron de l'industrie nationale, mais aussi gage de notre indépendance énergétique. »

Contre les ruses sémantiques, il est important de comprendre que « ce que l'on appelle l'ouverture des marchés est en fait un enfermement de la société civile dans la dictature de la finance, qui semble ne pas vraiment être "l'ennemie" de notre Président, comme il avait eu l'audace de le prétendre.

*« Le Japon sait ce qu'il en coûte de confier ses centrales à des entreprises dont le seul objectif est la rentabilité. »*

Les intérêts court-termistes des privatisations indument consenties par l'État pourraient un jour, dans le cadre énergétique, **conduire à des catastrophes notables qu'il faudra assumer** : le Japon sait ce qu'il en coûte de confier ses centrales à des entreprises dont l'objectif est la seule rentabilité. »

Conforté par les analyses d'économistes de renom (Joseph STIGLITZ, Thomas PIKETTY, Jean-Paul FITOUSSI), il dénonce l'aveuglement néolibéral à la source des directions actuelles et rappelle que « **la nationalisation de nos entreprises n'est pas un dogme** », assumant toute accusation de protectionnisme et considérant cette proposition comme pragmatique.

L'alerte est lancée : « si les choix de politiques industrielles ne sont pas revus rapidement, **nous serons confrontés à de réelles et graves difficultés à l'avenir**. Pas seulement pour le personnel des industries électriques et gazières, comme le pensent certains, mais plus largement pour les citoyens de ce pays et le Service Public Républicain. »